

Alors que le Président de la République vient juste de faire ratifier par les deux assemblées, sans aucune renégociation et au mépris de ses engagements électoraux, un traité européen qui vise à réduire toujours plus dépenses et services publics, alors que 90 000 manifestants ont défilé pour l'emploi et l'industrie dans tout le pays le 9 octobre dernier à l'appel de la CGT, la mobilisation grandit.

En effet, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa viennent d'annoncer qu'elles s'inscrivent, avec l'ensemble du syndicalisme européen, dans la journée pour l'emploi et la solidarité en Europe de la Confédération européenne des syndicats (CES), le 14 novembre prochain.

Elles expriment ainsi leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la récession. Dans notre pays, le nombre de chômeurs ne cesse de croître, la précarité s'accroît et les plans de licenciements se multiplient. Les salaires stagnent et 11 millions de personnes dont de nombreux retraités sont touchés par l'exclusion ou la pauvreté.

Les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs sont donc appelés à manifester le 14 novembre pour exiger des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe. En participant nombreux aux manifestations, les cadres des entreprises du secteur exprimeront également leur solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs.



Branche Poste

Territorialité et décentralisation

Depuis plus d'1 an, des expérimentations ont eu lieu dans plusieurs régions sans négociation nationale. Un plan cohérent se met en place avec une accélération des réorganisations et des suppressions d'emplois, la suppression massive d'établissements, l'abaissement du taux d'encadrement de proximité (fin de la classe 3 ?) et la dégradation des conditions de travail par l'élargissement des périmètres.

La CGT ne se résigne pas à la liquidation du service public et propose l'organisation d'assises sur le Service Public Postal réunissant citoyens et postiers, l'arrêt immédiat du projet Territorialité et Décentralisation, un bilan contradictoire de toutes les restructurations et la satisfaction des revendications des cadres en termes de salaires, de niveaux d'emplois et des conditions de travail.

Faites ce que je dis !

Le 9 octobre, le personnel de La DAPO (direction des achats) de Brie-Comte-Robert a massivement affirmé son opposition au projet de la filialisation de leur activité.

En effet, le 30 août, soit à peu près deux semaines avant d'annoncer que "la méthode pour la conduite des évolutions d'organisation associera étroitement les personnels et les organisations syndicales (sic)", le Président de La Poste Jean-Paul Bailly signait une décision se traduisant par la filialisation de la DAPO au 1er janvier 2013, sans concertation aucune. C'est inadmissible.

De telles pratiques confirment les exigences de la CGT et du personnel, d'un changement durable et urgent de la situation à La Poste

Branche Télécoms

PERCO FT : une balle dans le pied

Les salariés de France Télécom sont incités à déposer leur intéressement et leur participation sur le PERCO France Télécom. Les rémunérations gelées ne sont pas soumises à l'impôt ni aux cotisations sociales et un abondement est versé par l'entreprise (même s'il est en baisse en 2012). Le Conseil de Surveillance du PERCO, a autorisé, contre l'avis de la CGT, l'acquisition d'OPCVM domiciliés en Irlande (pays du dumping fiscal), délocalisant ainsi 78 millions d'euros. Les règles européennes et l'État conduisent les salariés à se tirer une balle dans le pied avec de telles pratiques qui aggravent les déficits sociaux et budgétaires en France.

Pour la CGT l'épargne salariale est une rémunération devant être soumise à cotisations sociales et intégrée au calcul des retraites

Les salariés de SFR ont choisi

Les élections à SFR ont marqué un profond attachement des salariés aux élections professionnelles avec une forte participation, ceci conforte la CGT dans son choix d'éviter les votes électroniques.

La CGT est représentative pour la première fois dans l'ensemble des CE qui composent l'UES SFR, avec au total 13,79% des voix.

Les cadres, toujours plus nombreux, ont compris que la CGT représentait la défense de leurs intérêts devant la direction.

A noter l'effondrement de la CFDT du à la montée de la CGC et de l'UNSA dans l'UES. Le message des salariés sera relayé et amplifié auprès de la direction !

FLASH CADRES



FLASH CADRES

Échos

Changer oui mais !

Suite au rapport sur la "refondation de l'École", le ministre de l'Éducation a annoncé une semaine de neuf demi-journées de classe en primaire dès 2013 et le développement du périscolaire, confié en priorité aux enseignants, se traduisant pour le personnel du 1er degré par une augmentation du nombre de jours travaillés et du volume horaire.

Pour la CGT Educ'Action, les moyens restent insuffisants.

Elle revendique un rythme de 7 semaines d'école, 2 semaines de vacances, la suppression des zones, un horaire élève hebdomadaire de 26 heures et un temps d'enseignement de 18 heures.

Emploi

Licenciements boursiers aux télécoms

L'équipementier Alcatel a annoncé la suppression de 5.490 postes dans le monde, dont 1.430 en France. "Une catastrophe humaine et industrielle" dénonce l'intersyndicale CFDT, CGT et CFE-CGC d'Alcatel-Lucent. Situation paradoxale dans un secteur où "les 3 plus gros opérateurs français ont versé 5 milliards de dividendes à leurs actionnaires". Mais la Bourse applaudit : le titre Alcatel-Lucent a fini la séance du 18 octobre en hausse de 7,88%, soit la plus forte hausse du CAC 40 ! Il est temps de prioriser l'emploi et les investissements industriels comme le proposent les fédérations syndicales CGT, CFDT, SUD et UNSA en appelant les salariés des télécoms à se faire entendre le 14 novembre.

Technicolor, les opérateurs coupables !

Après une mise en redressement judiciaire, Thomson Angers, filiale de Technicolor fabricante de "box" pour les fournisseurs d'accès internet a été liquidée.

De fait, il y a eu volonté de la part de Technicolor et des opérateurs de délocaliser l'activité au Vietnam en laissant 350 salariés sans emplois. Les fédérations CGT des salariés de la métallurgie et des activités postales et de télécoms demandent que les pouvoirs publics et les opérateurs mettent en place une structure pour redémarrer l'activité et appellent à la mobilisation pour stopper les plans en cours et que s'engage une politique de reconquête

International

Contre l'austérité

Dans un courrier adressé à la secrétaire générale de la CGIL, Bernard Thibault a apporté le soutien de la CGT pour la manifestation du 20 octobre à Rome « *Il lavoro di prima tutto – Le travail, d'abord* » !

"A la CGT, nous aussi nous considérons qu'une autre alternative à l'austérité est possible, une alternative basée sur un nouveau plan pour la création d'emplois", a déclaré le secrétaire général de la CGT.

Le même jour, 150000 Britanniques défilaient pour le même motif dans les rues de Londres, avec la CGT. Le « Tous Ensemble » est nécessairement européen !

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Monologue asocial

Le 13 septembre dernier, Stéphane Richard a déclaré que les « partenaires sociaux » avaient donné « leur feu vert » pour le déploiement du projet Nova+ (R&D du Groupe France Télécom).

Sauf que le CE compétent sur ce dossier (ITRSI) avait donné un avis négatif, avec projet alternatif, sur le sujet par 14 voix contre (dont la CGT) et 8 abstentions.

Cette « erreur » est révélatrice du dévoiement du dialogue social. Seule l'existence d'un avis, même négatif, intéresse la Direction puisqu'il permet de procéder au déploiement. A contrario, la CGT revendique un droit de veto suspensif sur les restructurations et suppressions d'emplois.

Négociations

Au point mort

Suite à la séance de négociation du 19 octobre et à l'immobilisme du MEDEF, la CGT a réaffirmé avec force que les accords « compétitivité emploi » ne sont pas la solution pour sortir de la crise actuelle, les salariés ne devant surtout pas être la variable d'ajustement en cas de conjoncture défavorable. Il est urgent de s'intéresser aux choix de gestion des entreprises ainsi qu'à leurs efforts pour l'investissement et la recherche. Pour dépasser les difficultés conjoncturelles, il faut transformer le chômage partiel en un « contrat de sécurisation des emplois et des entreprises ».

Le Medef à l'attaque

Prétextant une situation financière « *exceptionnelle* » des régimes complémentaires de retraite des salariés du privé (Agirc et Arrco), le Medef a obtenu l'ouverture d'une négociation pour décider de l'application dès 2013 de mesures « *conservatoires* ». Il s'agirait de combiner plusieurs mesures toutes plus régressives les unes que les autres, comme une moindre, voire nulle, revalorisation des pensions, l'augmentation du salaire de référence et de la durée requise pour une retraite sans abattement.

La CGT fera en sorte que la négociation s'engage sur de toutes autres bases avec d'autant plus de force qu'elle n'est pas dupe de la manœuvre pour peser par avance sur les discussions qui s'engageront sur l'avenir de notre système de retraite.

Égalité

Mariage pour tous

Le projet sur le mariage homosexuel est une avancée majeure et positive qui prend en compte les évolutions de la société.

Mais la CGT est réservée sur le risque de conséquences négatives sur les droits des femmes. Ce texte peut en effet, conduire à une remise en cause des droits spécifiques des femmes en matière de retraite et nous avons constaté avec désarroi que l'usage du féminin en a été banni.

La CGT a signifié au gouvernement qu'on ne peut demander aux différentes caisses de Sécurité sociale concernées de donner un avis dans l'urgence, alors même que certaines dispositions du projet sont particulièrement problématiques, avec des répercussions fâcheuses pour les femmes.